



## **Termes de références pour l'audit financier intermédiaire et final du projet ORMI 2**

### **Généralités :**

**Entité :** Forum réfugiés

**Objet :** Audit du Projet ORMI (ORganisations de la société civile – MIgration) / Phase 2

**Période à auditer :** 01/10/2024 – 30/09/2027

**Date limite de dépôts des offres :** 15/09/2025

**Date estimée de démarrage :** 01/10/2026

**Lieux de l'audit :** Villeurbanne. L'ensemble des pièces justificatives seront mises à la disposition de l'auditeur en France.

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Avant-propos</b> .....	3
<b>II.</b>	<b>Description du projet</b> .....	3
<b>III.</b>	<b>Objectif de l'audit</b> .....	5
<b>IV.</b>	<b>Organisation de l'audit</b> .....	6
	<b>IV1. Méthodologie et approche de l'audit</b> .....	6
<b>V.</b>	<b>Déroulement et étendue de l'audit</b> .....	6
	<b>V1. Réunion de cadrage avec l'auditeur</b> .....	6
	<b>V2. La réalisation et la restitution de l'audit financier intermédiaire et final</b> .....	6
<b>VI.</b>	<b>Rapports à fournir</b> .....	7
<b>VII.</b>	<b>Documents de référence</b> .....	7
<b>VIII.</b>	<b>Proposition technique et financière</b> .....	7
<b>IX.</b>	<b>Traitements des applications</b> .....	8
	<b>IX.1 Evaluation des applications</b> .....	8
	<b>IX.2 Budget</b> .....	9
<b>X.</b>	<b>Envoi des offres</b> .....	9
<b>XI.</b>	<b>Annexes</b> .....	10
	<b>XI.1 Budget du Projet</b> .....	10
	<b>XI.2 Questionnaire à remplir par l'auditeur et à remettre à l'Agence Française de Développement</b> .....	13
	<b>XI.3 Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social</b> .....	19

## **I. Avant-propos**

Fondée en 1982, Forum réfugiés œuvre pour l'accueil des réfugiés, la défense du droit d'asile et la promotion de l'État de droit. Opérateur de l'asile en France, l'association assure au quotidien le premier accueil des demandeurs d'asile ; la gestion de centres d'hébergement pour demandeurs d'asile ; un accompagnement à l'intégration des réfugiés. Elle assure également pour la Métropole de Lyon la mission d'évaluation de la minorité et de l'isolement, et de la mise à l'abri pour les jeunes étrangers sollicitant une admission au titre de la protection de l'enfance.

En complémentarité de ses activités en France, l'association entend intervenir le long des routes de l'exil afin de mieux appréhender le contexte international touchant aux migrations et de renforcer, par une meilleure connaissance des parcours, sa compréhension de problématiques complexes avec lesquelles composent ses équipes opérationnelles en France.

## **II. Description du projet**

La Guinée connaît depuis une dizaine d'années une augmentation importante de l'émigration d'une partie de sa jeunesse vers l'Europe. Le phénomène se traduit en France par l'essor des demandes d'asile de ressortissants guinéens et du nombre de mineurs non accompagnés guinéens pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Les ressorts de l'émigration de ces jeunes sont multiples. Le manque d'opportunités professionnelles et l'absence de perspectives d'insertion en Guinée apparaît comme l'un des principaux. Les réponses sont multifactorielles. Elles concernent la société guinéenne, mais également en France les pouvoirs publics, collectivités locales et autres acteurs impliqués dans l'accompagnement des jeunes migrants après leur arrivée sur le territoire.

En collaboration avec le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée, la phase 2 du projet ORMI prolonge la première phase achevée en septembre 2024. Elle vise à aborder la question de l'émigration des jeunes Guinéens dans sa globalité et à accompagner, en Guinée comme en France, les acteurs concernés par ces enjeux.

Le projet entend encourager l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en Guinée, documenter la migration guinéenne, sensibiliser la population aux réalités de la route migratoire, et renforcer les échanges entre la France et la Guinée pour améliorer l'accompagnement des jeunes migrants guinéens dans les deux pays.

**Le tableau décrit le projet financé par l'AFD :**

<b>Dates de début et de fin du projet</b>	01/10/2024 – 30/09/2027
<b>Budget total contractuel</b>	797 318 €
<b>Lieux</b>	Guinée : Conakry, Mamou, Kindia France
<b>Exemption ou exception validée au moment de l'instruction, relative au risque de violation des sanctions financières</b>	Cas exceptionnel pour certains projets en raison de contraintes spécifiques (nécessité de protection de l'identité des personnes, absence de documents d'identité, etc.)
<b>Objectifs de l'action</b>	<p>Objectif Global : Des alternatives à la migration irrégulière se développent en Guinée, pays de départ, et la prise en charge des jeunes migrants guinéens s'améliore en France, pays de destination.</p> <p>Objectifs Spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Objectif Spécifique 1</u> : Encourager l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en Guinée</li> <li>• <u>Objectif Spécifique 2</u> : Mobiliser les compétences de collectivités territoriales françaises pour intervenir en France et en Guinée sur le phénomène migratoire guinéen</li> <li>• <u>Objectif Spécifique 3</u> : Renforcer RAJ-GUI comme acteur de référence sur les enjeux migratoires en Guinée</li> </ul>
<b>Bénéficiaires directs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1600 jeunes suivis par les guichets d'accueil, information, orientation. Parmi eux, 320 accompagnés vers des formations professionnelles ou un emploi.</li> <li>- 16 groupements porteurs d'une activité économique soutenus financièrement.</li> </ul>
<b>Bénéficiaires indirects</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une quarantaine d'organisations de la société civile</li> <li>- Au moins 4 représentants d'autorités ou d'institutions publiques seront impliqués dans chacun des cadres de concertation (Mamou et Kindia).</li> <li>- Une dizaine de collectivités territoriales seront impliqués dans l'accompagnement des jeunes migrants guinéens en France</li> </ul>
<b>Résultats attendus</b>	<p>R.1. Le modèle de guichet d'accueil, information et orientation des jeunes initié par le projet ORMI s'inscrit en complémentarité avec les dispositifs de formation professionnelle et d'accès à l'emploi mis en œuvre par les pouvoirs publics et des institutions internationales</p> <p>R2 : Une meilleure compréhension du contexte et des réalités migratoires améliore les pratiques des acteurs guinéens et français impliqués dans la prise en charge des jeunes migrants.</p> <p>R3 : RAJ-GUI acquiert une expertise reconnue sur la migration des jeunes Guinéens par laquelle elle contribue aux débats publics et</p>

	suscite des changements de comportement.
<b>Activités principales</b>	<p>Activités rattachables au résultat 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité 1.1 : Guichets d'accueil, information et orientation des jeunes - Mamou et Kindia</li> <li>• Activité 1.2 : Soutien financier à des groupements de jeunes</li> <li>• Activité 1.3 : Salons de l'emploi des jeunes</li> </ul> <p>Activités rattachables au résultat 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité 2.1 : Concertation avec les collectivités territoriales françaises sur la prise en charge des jeunes guinéens</li> <li>• Activité 2.2 : Echanges entre travailleurs sociaux guinéens et français</li> </ul> <p>Activités rattachables au résultat 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité 3.1 : Animation de cadres de concertation locaux sur la mise en œuvre de la politique nationale de la migration</li> <li>• Activité 3.2 : Étude sur la perception de la migration en Guinée</li> <li>• Activité 3.3 : Campagnes de sensibilisation sur les questions migratoires en Guinée</li> <li>• Activité 3.4 : Renforcement des capacités du RAJ-GUI sur l'insertion socio-professionnelle et les enjeux migratoires</li> </ul>

### III. Objectif de l'audit

Le projet mis en œuvre par Forum réfugiés, financé à hauteur de 50,2% par l'AFD, doit faire l'objet d'un audit financier externe (intermédiaire et final) pour les dépenses réalisées au sein du projet. Le terme ici utilisé d'« audit financier » du projet s'apparente précisément à une mission d'exécution de procédures convenues en matière financière, conformément à la norme d'audit ISRS400 de l'IFAC ; il n'est pas attendu un audit financier de projet (qui serait à réaliser selon les normes d'audit ISA). La recherche de l'auditeur externe est l'objectif des termes de référence ici présents.

L'auditeur sélectionné devra exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur le rapport financier établi par Forum réfugiés pour les dépenses mises en œuvre dans le cadre du projet. L'auditeur devra :

- Respecter la liste des vérifications à accomplir, présentée en annexe XI,
- S'assurer de la conformité du rapport financier au modèle requis par l'AFD,
- S'assurer de l'éligibilité des dépenses effectuées durant le projet et reportées dans le rapport financier
- Se prononcer sur le respect des procédures listées dans la Convention de financement avec l'AFD et dans le guide méthodologique du dispositif d'appui aux OSC de l'AFD (<https://www.afd.fr/fr/les-organisations-de-la-societe-civile>)
- Certifier le rapport financier présenté à l'AFD

## **IV. Organisation de l'audit**

### **IV1. Méthodologie et approche de l'audit**

Le consultant proposera une note méthodologique pour la réalisation de cet audit. Celle-ci devra notamment préciser la méthodologie d'échantillonnage permettant d'assurer la représentativité des dépenses à contrôler au niveau global et pour chaque rubrique budgétaire.

### **IV2. Lieu d'Intervention**

Les interventions se dérouleront principalement au siège de Forum réfugiés, situé au 28 rue de la Baisse à Villeurbanne.

## **V. Déroulement et étendue de l'audit**

L'audit se déroulera en deux temps

### **V1. Réunion de cadrage avec l'auditeur**

Cette réunion devra se tenir dans le mois suivant la signature du contrat. L'objectif principal de cette réunion est une bonne compréhension par l'OSC du périmètre et des modalités de contrôle de l'audit. Elle doit lui permettre de renforcer les procédures internes indispensables au respect de ses obligations contractuelles afin, à terme, de faciliter le travail de contrôle de l'auditeur et de limiter au maximum le taux de dépenses inéligibles constatées en fin d'exécution de projet. Cette réunion peut également permettre à l'auditeur d'émettre des recommandations à l'OSC en début de projet.

### **V2. La réalisation et la restitution de l'audit financier intermédiaire et final**

L'examen comprendra comme tâches principales de :

- S'assurer que toutes les dépenses ont été encourues conformément aux dispositions prévues dans la Convention de financement et dans le guide méthodologique du dispositif d'appui aux OSC de l'AFD, avec une vigilance particulière sur les engagements relatifs à la passation des marchés.
- Vérifier les critères d'éligibilité des dépenses reportées dans le rapport financier
- Vérifier les ressources affectées au projet et la bonne imputation des dépenses par bailleur.

Les critères d'éligibilité des dépenses sont principalement les suivants :

- Les dépenses ont été réellement encourues et ce pendant la période couverte par la Convention de financement
- Les dépenses encourues étaient prévues au budget et sont classées dans la bonne catégorie budgétaire.
- Les dépenses encourues étaient nécessaires à la mise en œuvre du projet
- Les dépenses encourues et reportées dans le rapport financier ont été enregistrées et allouées au projet dans le système comptable de Forum réfugiés ou dans celui de ses partenaires conformément aux normes de comptabilité applicables dans le pays d'établissement de ces derniers et aux pratiques comptables habituelles.

L'audit devra par ailleurs vérifier le respect du corpus procédural tel que présenté au moment de la revue du corpus procédural analysé par le Cabinet désigné et validé par l'AFD

(questionnaire conformité OSC) et le respect du corpus procédural tel que décrit et validé dans le questionnaire projet.

L'auditeur réalisera l'ensemble des vérifications mentionnées dans la liste de vérification en Annexe XI. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

## **VI. Rapports à fournir**

À l'issue de la réunion de cadrage décrite dans la partie V1 l'auditeur rédigera, en toute indépendance, une note de cadrage qui consignera ses principales recommandations pour la mise en œuvre de l'audit financier.

La réalisation de l'audit financier décrite dans la partie V2 devra avoir lieu après la fin de chaque tranche du projet (date prévisionnelle de fin Tranche 1 30/09/26 ; date de fin prévisionnelle Tranche 2 : 30/09/27).

Le rapport d'audit de la Tranche 1 devra être fourni dans les trois mois (ou dans les 6 mois pour les CPP) qui suivent la fin de la Tranche et celui de la Tranche 2 dans les 6 mois qui suivent la fin du projet. Il doit impérativement justifier la vérification des dépenses, apporter des commentaires sur chacun des contrôles. Il doit indiquer le montant des dépenses déclarées inéligibles (également commenté pour chaque dépense concernée). Les procédures de mise en concurrence, les rétrocessions et les valorisations doivent également être évaluées et commentées.

La liste de vérification (cf. annexe XI2) doit être annexée au rapport d'audit.

Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.

## **VII. Documents de référence**

- Convention de financement du projet entre Forum réfugiés et l'AFD
- Le guide méthodologique du dispositif d'appui aux OSC de l'AFD, en fonction de l'AMI auquel le projet a été déposé et sélectionné, est disponible sur le site de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong#11154>
- Conventions entre Forum réfugiés et chaque partenaire du projet
- Les rapports narratifs du projet
- Le rapport financier du projet
- Le budget détaillé du projet
- Les pièces justificatives nécessaires aux vérifications

## **VIII. Proposition technique et financière**

Le consultant invité à soumissionner devra fournir les éléments suivants à Forum réfugiés :

Une proposition technique qui devra indiquer :

- La méthodologie proposée pour la conduite de l'audit
- Les références et expériences du consultant (3 pages maximum) ;
- Le CV du ou des intervenants et la répartition des responsabilités ;
- Le calendrier prévisionnel d'intervention ainsi qu'une estimation des charges en hommes/jours ;

Une proposition financière qui devra indiquer :

- Les coûts totaux de l'audit en EUR TTC
- Les modalités de paiement (échancier)

Le profil du consultant :

- L'associé signataire du rapport doit être un expert-comptable diplômé et membre des associations professionnelles des Experts Comptables.
- Les personnels associés devront avoir une expérience dans les audits projets financés par les bailleurs publics français.
- Application de standards professionnels reconnus (IFAC, IDEAS, ...)

La Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social complétée et signée par la personne habilitée, si le marché est supérieur ou égal à 20 000 euros (cf. Annexe XI.3).

## **IX. Traitements des applications**

### **IX.1 Evaluation des applications**

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût :

- Offre technique : compréhension des TDR, méthodologie, expériences du ou des consultants
- Offre financière : tarifs journaliers, nombre de jours proposés, frais annexes, offre globale correspondant au budget disponible

L'évaluation technique suivra la grille d'évaluation suivante (à adapter par l'OSC) :

<b>Critères</b>	
<b>OFFRE TECHNIQUE</b>	<b>60%</b>
Compréhension des TDR/Présentation de la méthodologie utilisée	10%
Références et expériences du consultant	30%
<i>Expériences d'audit de structures ONG</i>	10%
<i>Expériences d'audit de projets internationaux</i>	10%
<i>Expérience dans l'audit de financement public</i>	10%
CV du ou des intervenants/partage des responsabilités	10%
Calendrier prévisionnel d'intervention/estimation des charges en jour/homme	10%
<b>OFFRE FINANCIERE</b>	<b>40%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Une fois les offres reçues et analysées, les demandeurs se réservent le droit de négocier les propositions avec les candidats présélectionnés.

Le demandeur se réserve également le droit de ne sélectionner aucun candidat si aucune offre n'était jugée satisfaisante.

Toute information concernant le projet ORMI 2 et incluse dans les documents de cet appel d'offres ou fournie séparément doit être traitée de façon strictement confidentielle par le prestataire. Les demandeurs acceptent de ne divulguer ou publier aucune information relative à cet appel à d'offres.

De la même façon, tout document fourni par le prestataire sera considéré comme confidentiel.

### **IX.2 Budget**

Le budget maximum pour l'audit est de 10 000 euros toutes taxes comprises et toutes missions sur le terrain, incluses.

### **X. Envoi des offres**

Les offres, sont à envoyer, par mail, en langue française, avec en objet la référence : AUDIT ORMI 2 GUINEE, impérativement aux adresses suivantes : [gpapelard@forumrefugies.org](mailto:gpapelard@forumrefugies.org), [international@forumrefugies.org](mailto:international@forumrefugies.org), avec demande d'accusé de réception.

Date limite d'envoi des candidatures : le 15/09/2025

# XI. Annexes

## XI.1 Budget du Projet

N° projet : Tranche 1 : 24 mois Tranche 2 : 12 mois	Total dépenses prévisionnelles (convention) (en €)	Dépenses prévisionnelles (convention) Tranche 1 (en €)*	Dépenses prévisionnelles (convention) Tranche 2 (en €)	Part des dépenses prévisionnelles /total dépenses prévisionnelles (convention) (en %)
<b>Types de dépenses (en €)</b>				
<b>1- Immobilier, équipements technique et mobilier</b>				
<i>- Dont immobilier, locaux, terrains, infrastructures.</i>				
Location siège Conakry	16 000	10 667	5 333	2%
Location guichet Kindia	5 500	3 667	1 833	1%
Location guichet Mamou	4 000	2 667	1 333	1%
			0	0%
<i>- Dont équipements techniques et véhicules</i>				
Motos pour les guichets de Kindia et Mamou (+ cartes grises)	3 156	3 156	0	0%
Ordinateurs guichet Kindia	3 000	3 000	0	0%
Imprimante / photocopieuse guichet Kindia	444	444	0	0%
Projecteur guichet Kindia	222	222	0	0%
Groupe électrogène guichet Kindia	1 529	1 529	0	0%
ordinateurs fixes pour guichets Kindia et Mamou	2 000	2 000	0	0%
PC portable VSI	1 000	1 000	0	0%
Achat et formation au logiciel SAGE	3 533	3 533	0	0%
<i>- Dont logiciel filtrage</i>			0	0%
			0	0%
<i>- Dont mobilier</i>				
Aménagement du guichet de Kindia	2 222	2 222	0	0%
			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 1 - Immobilier, équipements techniques et mobilier</b>	<b>42 606</b>	<b>34 106</b>	<b>8 500</b>	<b>5%</b>
<b>2- Frais de services, achats et locations</b>				
<i>- Dont intrants, matières premières, marchandises et autres approvisionnements</i>				
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont fournitures et consommables</i>				
Fournitures guichet Mamou	1 200	792	408	0%
Fournitures guichet Kindia	1 100	683	407	0%
Fournitures groupements de jeunes	178	178	0	0%
<i>- Dont locations hors leasing (salles, véhicules, bureau...)</i>				
			0	0%
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont frais de documentation, de publication et de diffusion</i>				
			0	0%
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont autres achats et services extérieurs (téléphone, internet...)</i>				
Carburant groupe électrogène Mamou	3 200	2 136	1 064	0%
Carburant groupe électrogène Kindia	2 933	1 869	1 064	0%
Communication Conakry	3 600	2 400	1 200	0%
Communication Mamou	5 600	3 744	1 856	1%
Communication Kindia	5 133	3 276	1 857	1%
Communication VSI	2 400	1 860	600	0%
Entretien motos guichets	720	480	240	0%
Assurances et vignettes motos guichets	333	222	111	0%
<b>Sous total 2 - Achats et services extérieurs</b>	<b>26 397</b>	<b>17 368</b>	<b>9 029</b>	<b>3%</b>
<b>3- Frais d'études, de consultations et de prestations externes (dont audit et évaluation)</b>				
<i>- Dont frais de services spécifiques au projet (gardienage, entretien, maintenance...)</i>				
			0	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont prestations externes spécifiques au projet (experts honoraires, sous-traitance, études techniques...)</i>				
Formation RAF RAJIGUI	1 333	1 333	0	0%
Etude perception migrants société guinéenne	10 000	10 000	0	1%
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont évaluation externe</i>				
Evaluation externe	10 000		10 000	1%
<i>- Dont audit externe (obligatoire pour tous les projets)</i>				
Audit externe	10 000	6 000	4 000	1%
<b>Sous total 3 - Frais de services, d'études et de prestations externes</b>	<b>31 333</b>	<b>17 333</b>	<b>14 000</b>	<b>4%</b>
<b>4- Frais de voyages, de déplacements et de mission liés au projet</b>				
Missions France - Guinée (billets, visas, hébergement, perdiem)	15 480	10 320	5 160	2%
Missions Guinée - France (billets, visas, hébergement, perdiem)	7 245	4 830	2 415	1%
Billets VSI	2 400	1 200	1 200	0%
Frais de visa VSI	400	400	0	0%
Carburant déplacement Conakry - guichets	4 400	2 933	1 467	1%
Véhicule déplacement Conakry - guichets	16 667	11 111	5 556	2%
Perdiem missions Conakry - guichets	10 000	6 667	3 333	1%
Carburant guichet Mamou	2 000	1 333	667	0%
Carburant guichet Kindia	2 000	1 333	667	0%
Prise en charge déplacements des jeunes vers guichet	2 000	1 333	667	0%
Déplacement VSI	2 400	1 800	600	0%
Perdiem missions VSI	8 000	6 000	2 000	1%
Frais de déplacement participants au groupe de travail France	7 200	4 800	2 400	1%
<b>Sous total 4 - Frais de voyages, de déplacements et de mission</b>	<b>80 192</b>	<b>54 061</b>	<b>26 131</b>	<b>10%</b>
<b>5- Activités non ventilables (hors coût RH ou honoraires)</b>				
Animation des guichets	2 400	1 584	816	0%
Aide à l'insertion professionnelle	1 167	778	389	0%
Formation des équipes des guichets	3 711	3 711	0	0%
Salons de l'emploi des jeunes	15 000	15 000	0	2%
Causeries éducatives	4 400	2 814	1 586	1%
Dialogues communautaires	4 950	2 850	2 100	1%
Caravanes de sensibilisation	12 000	8 000	4 000	2%
Visites appui agents de collectivités territoriales	9 000	4 500	4 500	1%
Animation de cadres de concertation Guinée	7 333	4 889	2 444	1%
			0	0%
<b>Sous total 5 - Activités non ventilables</b>	<b>59 961</b>	<b>44 126</b>	<b>16 835</b>	<b>8%</b>
<b>6-Ressources Humaines</b>				
<i>cf ci-dessous</i>				
Total Ressources Humaines	377 608	253 387	124 221	47%
<b>Sous total 6 - Ressources Humaines</b>	<b>377 608</b>	<b>253 387</b>	<b>124 221</b>	<b>47%</b>
<b>7- Fonds redistributifs (ne concernent pas les rétrocessions)</b>				
<i>- Dont fonds d'appels à projets</i>				
Soutien financier à des groupements de jeunes porteurs d'une activité économique	48 000	48 000	0	6%
			0	0%
<i>- Dont fonds d'urgence (appui juridique...)</i>				
			0	0%
			0	0%
<i>- Dont autres fonds (microcrédit, microgarantie, microparticipation...)</i>				
			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 7 - Fonds redistributifs</b>	<b>48 000</b>	<b>48 000</b>	<b>0</b>	<b>6%</b>
<b>A-Sous-total coûts directs (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>666 097</b>	<b>468 381</b>	<b>197 716</b>	<b>84%</b>
B - Divers et imprévus (5% maximum de la ligne A)	33 305		33 305	4%
<b>C-Total coûts directs (A+B)</b>	<b>699 402</b>	<b>468 381</b>	<b>231 021</b>	<b>88%</b>
D-Coûts indirects	97 916	0	97 916	12%
14% maximum de la ligne C (défini dans l'AMI concerné)	97 916		97 916	12%
<b>TOTAL GENERAL (C+D)</b>	<b>797 318</b>	<b>468 381</b>	<b>328 937</b>	<b>100%</b>



## Ressources

N° projet : Tranche 1 : 24 mois Tranche 2 : 12 mois	Total ressources prévisionnelles (convention) (en €)	Ressources prévisionnelles (convention) Tranche 1 (en €)*	Ressources prévisionnelles (convention) Tranche 2 (en €)	Part des ressources prévisionnelles /total ressources prévues (convention) (en %)
Origine des ressources (en €)				
<b>1 - Contribution de l'AFD et des Ministères français</b>				
Subvention de l'AFD (DPA-OSC)	400 000	234 091	165 909	50%
Part de la subvention AFD (DPA-OSC) reçue en tranche 1 mais non consommée en tranche 1				
<i>Autres financements AFD (à détailler) :</i>				
Expertise France (dont Initiative 5%) (à détailler)			0	0%
			0	0%
FFEM (à détailler)			0	0%
			0	0%
FID (à détailler)			0	0%
...			0	0%
<i>Tous ministères français - services centraux et déconcentrés (à détailler)</i>				
			0	0%
<b>Sous-total 1 - Contribution AFD et des Ministères français</b>	<b>400 000</b>	<b>234 091</b>	<b>165 909</b>	<b>50%</b>
<b>2 - Autres ressources mobilisées</b>				
<b>2.1 - Ressources d'origine privée</b>				
Total des valorisations d'origine privée (cf onglet valorisations)	2 000	2 000	0	0%
Fonds apportés par l'OSC	15 000		15 000	2%
<i>Autres fonds privés (à détailler)</i>				
Brot für die Welt	180 000	180 000	0	23%
Tides	52 118	16 990	35 128	7%
			0	0%
<i>Recettes locales (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>Partenaires locaux (à détailler)</i>				
RAJ-GUI	13 000		13 000	2%
<b>Sous-total 2.1 - Ressources d'origine privée</b>	<b>262 118</b>	<b>198 990</b>	<b>63 128</b>	<b>33%</b>
<b>2.2 - Ressources d'origine publique française et internationale</b>				
Total des valorisations d'origine publique (cf tableau des valorisations)	9 000	6 000	3 000	1%
<i>Collectivités territoriales françaises (à détailler)</i>				
Métropole de Lyon	30 000	20 000	10 000	4%
Conseil général de Haute Garonne	10 000		10 000	1%
Conseil général de Loire Atlantique	10 000		10 000	1%
Collectivité européenne d'Alsace	10 000		10 000	1%
Contributions déplacement collectivités participant au groupe de travail France	7 200	4 800	2 400	1%
Contribution mission appui Guinée collectivités françaises	9 000	4 500	4 500	1%
			0	0%
<i>Agences de l'eau (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>UE (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>Agences des Nations-Unies (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>Pouvoirs publics nationaux (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>Coopérations bilatérales (à détailler)</i>				
ENABEL	50 000		50 000	6%
			0	0%
<i>Etablissements publics hors tutelle de l'Etat (à détailler)</i>				
			0	0%
<i>Etablissements publics sous tutelle de l'Etat (à détailler)</i>				
			0	0%
<b>Sous-total 2.2 - Ressources d'origine publique française et internationale</b>	<b>135 200</b>	<b>35 300</b>	<b>99 900</b>	<b>17%</b>
<b>Sous-total 2 - Autres ressources mobilisées</b>	<b>397 318</b>	<b>234 290</b>	<b>163 028</b>	<b>50%</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>797 318</b>	<b>468 381</b>	<b>328 937</b>	<b>100%</b>

## XI.2 Questionnaire à remplir par l'auditeur et à remettre à l'Agence Française de Développement

### LISTE DE VERIFICATION AUDIT FINANCIER

L'auditeur retenu au titre de l'appel d'offres s'engage à réaliser l'ensemble des vérifications suivantes, et à **annexer cette liste complétée et signée au rapport d'audit intermédiaire ou final**. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

<b>Auditeur (nom/statut/adresse) :</b>
<b>Certification/qualification :</b>
<b>OSC ou partenaire audité :</b>
<b>Dates de l'audit et période couverte :</b>
<b>N° convention AFD</b>
<b>Montant audité :</b>
<b>Tranches : Compte-rendu tranche 1 (intermédiaire) ou compte-rendu de la Tranche 2 (final) : préciser</b>

<b>1. QUESTIONS DE CONTRÔLE</b>	<b>Oui, le point a été vérifié</b>	<b>Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié</b>
<b>1.1. Modalités du contrôle</b>		
Une réunion de cadrage entre l'auditeur et l'OSC a-t-elle été tenue dans les 12 premiers mois de mise en œuvre du projet?		
L'échantillonnage des dépenses à vérifier a-t-il été défini de façon indépendante par l'auditeur ?		
L'échantillon de dépenses à vérifier est-il supérieur à 60% du montant total des dépenses du projet ?		
Chaque rubrique du budget a-t-elle fait l'objet de vérifications pour un montant significatif ?		
Le contrôle des dépenses gérées localement a-t-il été effectué par l'auditeur ? Si cela est le cas, veuillez expliciter la méthode de contrôle (déplacement sur le terrain, association avec un cabinet d'audit local, remontée des pièces locales au niveau du siège, etc.) ?		
<b>1.2. Obligations contractuelles</b>		

Les documents contractuels (formulaire de candidature, convention de financement, accord de partenariat) existent-ils ; sont-ils signés et datés ?		
Existe-t-il un système clair de gestion comptable et financier ? Les responsabilités de l'OSC, de la coordination du projet, de la gestion et des contrôles financiers ont-elles été clairement définies ?		
Les dispositions incluses dans la convention ainsi que celles prévues par le guide méthodologique en vigueur au moment de l'octroi ont-elles été respectées ?		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cadre procédural tel que décrit dans le questionnaire « conformité OSC est-il bien respecté ?</li> <li>- Les procédures et mesures décrites dans le questionnaire « conformité projet » ont-elles bien été respectées ?</li> <li>- L'engagement contractuel et l'absence de mise à disposition de fonds à des personnes listées dans le cadre du projet sont-ils respectés ? Le contrôle du respect de l'engagement pourra être fait par tous moyens adaptés (incluant le filtrage), sur la base d'un échantillon de dépenses (comportant le cas échéant des transferts monétaires et/ou ressources économiquement exploitables) financées au moyen de la subvention octroyée par l'AFD</li> <li>- Lorsque le projet s'inscrit dans le cadre d'une exemption, d'une exception, d'une dérogation ou de mesures alternatives au filtrage le projet répond-il bien aux cadres prévus par la fiche outil 10 du guide méthodologique du dispositif « Initiatives OSC » ?</li> </ul>		
<b>1.3. Analyse du plan de financement</b>		
Le plafond appliqué aux valorisations de 25 % maximum du budget total du projet a-t-il bien été respecté ? Point d'attention, les valorisations ne peuvent pas apparaître dans les contributions de l'AFD et des ministères français.		
Les modalités de calcul des valorisations explicitées dans le guide méthodologique ont-elles bien été respectées ?		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le budget convenu contractuellement a-t-il été globalement respecté, dans la limite des règles définies par rubrique budgétaire et partenaire?</li> <li>- Si vous avez constaté une variation supérieure ou égale à 20% du total de chacune des rubriques budgétaires, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?</li> </ul>		
Les critères relatifs aux ressources ont-ils été respectés (% maximum de co-financement et part des subventions d'origine privée le cas échéant) ?		

Les ressources indiquées dans le compte rendu final sont-elles bien celles affectées au projet ? (bonne imputation des dépenses par bailleur)		
Si vous avez constaté une modification substantielle du plan de financement, du pourcentage de financement de l'AFD ou des cofinanciers, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?		
Dans le tableau des dépenses, les plafonds prévus par le guide méthodologique ont-ils bien été respectés : - La rubrique « divers et imprévus » est plafonnée à 5 % du total des coûts directs du projet (hors frais administratifs et de structure) - Les coûts indirects sont plafonnés à un % maximum des coûts directs du projet, tel qu'indiqué dans l'AMI auquel a été déposé et sélectionné le projet		
Les partenaires et parties prenantes bénéficiaires de rétrocessions ont-ils été systématiquement signalés à l'AFD ?		
<b>1.4. Vérification du système comptable</b>		
Dans la comptabilité de l'OSC, existe-t-il un code analytique dédié aux recettes et dépenses induites par le projet ?		
Le montant indiqué dans le rapport d'exécution peut-il être réconcilié avec une liste de dépenses extraite du système comptable?		
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense une facture ou une pièce comptable d'une valeur probante équivalente ?		
Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense un justificatif de paiement (généralement un relevé bancaire, une confirmation de virement bancaire, un ticket de caisse) ?		
<b>1.5. Contrôle des dépenses</b>		
<b><u>Conformité à la législation applicable</u></b> - Les règles communautaires (OSC françaises) ou nationales (OSC de droit local) ont-elles été respectées ? - Le processus de passation de marché public est-il conforme concernant : ▪ Les règles de passation de marché public européennes et nationales/ internes et celles stipulées dans la convention. ▪ La documentation sur le respect de la procédure retenue (candidatures, lettres de rejet, notification, contrat).		

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les principes de transparence, de non discrimination, de traitement équitable et de respect de la concurrence ont-ils été respectés ?</li> </ul>		
<p><b><u>Contrôle de l'éligibilité des dépenses</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles conformes aux critères d'éligibilité explicités dans le guide méthodologique ?</li> <li>- A-t-on obtenu l'assurance que la dépense n'a pas déjà été subventionnée par un autre financement (UE, régional, local ou autre) non déclaré au plan de financement ? Des contrôles existent-ils afin d'éviter le double-financement ?</li> </ul>		
<p><b><u>Dépenses de personnel</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles bien liées aux employés de l'OSC ou autrement justifiées au titres des actions prévues dans la convention?</li> <li>- Les charges de personnel sont-elles justifiées par des documents tels que les contrats de travail, les bulletins de paie (ou tout autre document de valeur probante équivalente), justificatifs de paiement, détail des calculs pour la détermination du coût unitaire du personnel (jour, semaine, mois), fiches de pointage, feuilles de temps spécifiques au projet ?</li> <li>- Le calcul repose-t-il sur les coûts réels (salaires bruts + obligations contractuelles de l'employeur pour l'employé ayant effectivement travaillé sur le projet) ?</li> <li>- Lorsque le personnel ne travaille pas à temps plein sur le projet, le calcul du prorata est-il basé sur une méthode tracée et vérifiable ?</li> </ul>		
<p><b><u>Voyage et hébergement</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses de déplacement, perdiem et d'hébergement ont-elles été déclarées conformément à une réglementation interne établie par l'OSC ?</li> <li>- Les voyages auxquels ces dépenses se rapportent sont-ils justifiés par les objectifs du projet tels qu'ils étaient prévus dans la demande initiale ?</li> <li>- Les déplacements sont-ils circonscrits aux zones géographiques couvertes dans le projet ? Si extérieurs, ont-ils été explicitement validés avec l'AFD ?</li> <li>- Les dépenses de déplacement et d'hébergement sont-elles exclusivement liées à des voyages effectués par des intervenants du projet identifiés par l'OSC ou ses partenaires ?</li> </ul>		
<p><b><u>Les dépenses d'équipement</u></b></p>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le matériel acheté a-t-il été prévu initialement dans la demande de financement ? Si ce n'est pas le cas, y a-t-il une validation de l'AFD par ANO conformément aux dispositions du guide méthodologique (seuil de matérialité &gt; 10 000 €) ?</li> <li>- Dans le cas où un bien matériel est valorisé, la méthode d'amortissement est-elle conforme à celle prévue par le guide méthodologique ?</li> <li>- Si le matériel n'a pas uniquement été utilisé pour le Projet, seule une part des coûts réels est-elle allouée au projet ? Cette part est-elle calculée selon une méthode équitable et justifiée ?</li> </ul>		
<p><b><u>Expertises externes</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles liées aux éléments prévus sur cette ligne budgétaire d'après les caractéristiques mentionnées dans la demande de financement ?</li> <li>- Le recours à l'expertise externe a-t-il été réalisé en conformité avec les règles de mise en concurrence et de passation stipulées dans la convention ?</li> </ul>		
<p><b><u>Taux de change</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La méthode de conversion appliquée par l'OSC a-t-elle été expliquée et le taux vérifié ?</li> <li>- Cette méthode est-elle conforme aux dispositions de l'Article 3.2.3 de la convention ?</li> <li>- Le Bénéficiaire a-t-il spécifié la manière dont il utilisera les sommes générées par les gains de change et compensera les pertes de change pendant la durée de mise en œuvre du projet ?</li> </ul>		
<p><b><u>Pour les CPP uniquement</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses de personnel Siège directement imputées au projet sont-elles bien justifiées et correspondent-elles bien à du temps <u>exclusivement consacré aux activités</u> de la CPP ?</li> <li>- Les investissements réalisés (construction, réhabilitation d'infrastructures ou gros équipements) représentent-ils bien moins de 40% du budget total de la CPP ?</li> <li>- L'OSC a-t-elle bien contribué en fonds d'origine privée à hauteur de 5% minimum (en argent et non en valorisations) à la CPP ?</li> </ul>		

<p><b>2. LIVRABLES ATTENDUS</b></p>	<p><b>Oui, transmis à l'AFD</b></p>	<p><b>Non, pourquoi ?</b></p>
-------------------------------------	---	-------------------------------

2. LIVRABLES ATTENDUS	Oui, transmis à l'AFD	Non, pourquoi ?
<p><b>Un rapport d'audit, apportant des commentaires sur chacun des contrôles ainsi que le montant des dépenses déclarées inéligibles</b> et incluant notamment une évaluation sur les appels d'offres, les rétrocessions, les ressources du projet et les valorisations réalisées au cours du projet.</p>		
<p><b>Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.</b></p>		

### **XI.3 Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social**

Intitulé de l'appel d'offres : \_\_\_\_\_ (le "Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
  - 2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché<sup>1</sup>;
  - 2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
  - 2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à

---

<sup>1</sup> Dans l'hypothèse d'une telle condamnation, vous pouvez joindre à cette Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettront d'estimer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du marché financé par l'AFD.

l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr><sup>2</sup>;

- 2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
- 3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
- 3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
- 3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :
- ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;
  - iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial<sup>3</sup>.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

---

<sup>2</sup> Dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, vous pouvez joindre à cette Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettront d'estimer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du marché financé par l'AFD.

<sup>3</sup> Article à supprimer le cas échéant en cas de marché conclu avec une entreprise publique sans mise en concurrence.

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution

du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de<sup>4</sup> \_\_\_\_\_

En date du : \_\_\_\_\_ jour de : \_\_\_\_\_

---

<sup>4</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du Groupement. La personne signant l'offre au nom du Soumissionnaire joindra à l'Offre le Pouvoir confié par le Soumissionnaire.